

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 140 (1995)
Heft: 1

Artikel: Hongrie : défense et sécurité nationale. Une difficile transition
Autor: Nagy, Laurent
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-345493>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 17.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Hongrie: défense et sécurité nationale. Une difficile transition

Par Laurent Nagy¹

Depuis la fin du Pacte de Varsovie, et le retrait des troupes soviétiques de son territoire, la Hongrie se trouve dans un vide stratégique considéré comme «inquiétant» par l'état-major et l'élite au pouvoir. A l'instar des autres pays d'Europe centrale et orientale libérés de la doctrine militaire imposée par Moscou, la direction magyare tente de le combler, non sans rencontrer d'énormes difficultés, et cela même si la classe politique est presque unanime quant aux buts à poursuivre dans les domaines de la défense et de la sécurité. Il faut dire que le choix est limité dans tous les domaines; la Hongrie – encore et toujours – dépend des grands.

Trois éléments peuvent être d'emblée soulignés. D'abord le fait que la pénible transformation de l'armée ne risque pas de connaître rapidement des jours meilleurs. Le passage à une «petite armée défensive, moderne, capable de tenir en respect les éventuels agresseurs» ne cor-

respond pas aux moyens financiers d'un pays en proie à de sérieuses difficultés, économiques, financières et sociales. Ensuite, l'intégration à l'Union européenne, ainsi qu'une participation active au sein de l'OTAN et de l'UEO (l'Union de l'Europe occidentale), ardemment souhaitées par la Hongrie, semblent faire partie d'un avenir plutôt lointain. Selon Budapest, elles seraient l'une des principales garanties de la sécurité du pays, mais non la panacée. Enfin, reste ce que d'aucuns qualifient d'«ambiguïtés hongroises», cet irrédentisme magyar cher au gouvernement conservateur de ces quatre dernières années (grands vainqueurs des dernières législatives, les socialistes vont prendre le relais). Il éclate dans la question des minorités, un facteur potentiel de déstabilisation d'une Europe centrale et orientale qualifiée, non sans raisons, de véritable «poudrière ethnique».

Des problèmes de minorités

Début mars 1993, le Parlement magyar a adopté à l'unanimité moins une voix une résolution concernant la sécurité nationale. Au cœur de cette nouvelle doctrine militaire, la protection des minorités. Plus de trois millions de Hongrois de souche vivent dans les pays limitrophes. Les deux tiers en Roumanie, 600 000 en Slovaquie, 350 000 en Voïvodine au nord de la Serbie et 170 000 en Ukraine.² «Le sort des minorités, ne peut être considéré comme un droit exclusif des Etats qui abritent ces populations, mais doit être traité comme un problème relevant de la sécurité commune de l'Europe». Le texte stipule aussi que la Hongrie «exclut le recours à la force pour modifier les frontières existantes comme moyen de régler un contentieux à propos des minorités».

Pourtant, Budapest refuse d'inscrire dans les projets de traités de base avec

¹Laurent Nagy, né en Suisse, est le correspondant à Budapest du Journal de Genève et du quotidien parisien Info-Matin. Il collabore régulièrement avec la Télévision hongroise et avec l'agence de presse américaine World News Link.

²A l'origine de cette situation, le traité de Trianon. Au lendemain de la Première Guerre mondiale, les puissances victorieuses privèrent la Hongrie de 60% de son territoire et d'un tiers de sa population. Une perte d'identité nationale que beaucoup de Magyars n'ont pas encore digérée aujourd'hui.

la Roumanie et la Slovaquie, un engagement au respect des frontières établies. Alors que cet engagement figure dans l'accord conclu avec l'Ukraine, plus prompt à garantir une certaine autonomie à «sa» minorité magyare. La Hongrie estime qu'un tel engagement a été pris dans le cadre du traité de Paris de 1947 et des accords d'Helsinki de 1975. Des traités, prévoyant une coopération militaire réduite à des échanges d'informations sur les mouvements de troupes, ont été signés avec la quasi totalité des pays limitrophes. Les alliances, pactes et autres ententes en tous genres foisonnent. «Les revendications d'autonomie des minorités magyares en Europe centrale, déclare un diplomate étranger en place dans la capitale magyare, empoisonnent les relations entre la Hongrie et ses voisins parce que perçues par les pays concernés comme une menace à leur intégrité territoriale».

Force est de constater qu'après une période de tension, Budapest et ses voisins cherchent depuis peu à surmonter leurs désaccords. Leur rapprochement de l'Union européenne dépend aussi de leur capacité à régler leurs contentieux.

La notion de sécurité a changé

Après quatre ans de débats démocratiques, pratiquement toutes les lois né-



Le Kremlin a tout avantage à maintenir les forces hongroises dans une certaine dépendance.

cessaires à la défense et à la sécurité de la Hongrie ont vu le jour, mais la «question militaire» n'en est pas pour autant réglée dans son ensemble, loin s'en faut.³

La loi tant attendue sur les «principes de base de la défense» a été votée en septembre 1993. Elle exprime clairement que la «notion de sécurité a changé». La priorité est donnée «à la prévention des conflits, à la gestion des crises et au maintien de la paix, tandis que les aspects militaires de la sécurité se trouvent relégués au second plan».

Sage décision à la lumière des modifications dans le voisinage immédiat de la Hongrie. Séparation de la Tchécoslovaquie, éclatement incontrôlé de l'URSS et, surtout, désintégration de la Yougoslavie qui a pro-

voqué l'afflux de dizaines de milliers de réfugiés en Hongrie et mis en péril l'existence des Magyars de Voïvodine. Budapest parle d'enrôlements de force dans l'armée serbe et d'amorce d'un «nettoyage ethnique».

Objectif déjà annoncé sous le communisme (1989), la transformation de l'armée hongroise est aujourd'hui dictée par la dernière doctrine militaire. Elle suit trois principes fondamentaux: «coopération, dissuasion et défense».

«C'est la diplomatie, et non pas l'armée, qui est la plus grande garantie de sécurité», souligne Tibor Koszegvari, directeur de l'Institut d'études stratégiques du ministère de la Défense. Il justifie ainsi la priorité donnée à une «petite armée efficace» et parle d'une

³ Lire les articles d'Alfred Reisch dans Radio Free Europe Research Report du 5 mars et du 20 août 1993.

transformation qui s'«accompagne d'un renforcement de la surveillance aérienne», vraisemblablement à cause des dizaines de violations de l'espace aérien magyar depuis le début du conflit yougoslave.

La mise en place de brigades mobiles en mesure d'intervenir rapidement en cas d'intrusions sur le sol magyar, a été fortement contestée par l'opposition politique qui se méfie de ce «regroupement de forces sous le contrôle du gouvernement», ces unités pouvant servir aussi à l'apaisement de querelles domestiques. De plus, le pouvoir n'a pas toujours été habile avec ses ventes d'armes à la Croatie en 1991 et ses négociations utopiques avec le fourbe Milosevic au début 1994.

Incompris, mal payés et sous-équipés

Cette instabilité externe et ces rivalités internes font douter de la capacité des Hongrois à compléter leur réforme d'ici l'an 2010. En 1993, les effectifs de l'armée hongroise ont fondu à 100 000 (155 000 en 1988), soit 26 000 collaborateurs civils et 74 000 soldats dont 51 000 appelés. Le recrutement s'avère difficile malgré une durée du service militaire réduit à 12 mois en 1990, au moment où l'objection de conscience était autorisée et où des contacts sérieux étaient pris avec des armées oc-

cidentales, dont l'armée suisse.

Créer une armée de milice, c'est se heurter à de sérieux problèmes liés à la fois à la mentalité hongroise et au manque de moyens. Toutefois, depuis que la guerre sévit en ex-Yougoslavie, la Hongrie dispose de «brigades spéciales», composées de réservistes (300 000 en tout), en cas de problème aux frontières.

Autre composante importante de l'armée, les gardes-frontières: défenseurs en temps de guerre, fonctionnaires en temps de paix. Pour peu qu'argent et politique fassent bon ménage, ils devraient être 9 000 professionnels bien équipés en 1995.

Au sein des militaires de carrière, on compte 14 500 officiers et 8 500 sous-officiers, soit presque autant d'hommes démoralisés.

Avec l'arrivée de la démocratie, le prestige des militaires de carrière a subi une forte baisse avec, comme corollaire, un relâchement de la discipline et la multiplication d'incidents dont le refus d'obéir est le plus banal.

«Incompris, très mal payés, sous-équipés», selon l'état-major, ces officiers de métier subissent de plein fouet la politique d'austérité du gouvernement. En valeur réelle, le budget de la défense a été réduit de plus de 40% depuis 1989. De fait, l'armée hongroise va devenir la plus petite des forces armées mises sur pied par les ex-démocraties populaires, à l'exception de celles de la Slovaquie. On voit mal le nouveau gouvernement de gauche revenir en arrière.

Les coupes nécessaires dans les effectifs ont été aggravées par l'exode de nombreux officiers (de car-



Pest vu de Buda.



Buda vu de Pest.

rière ou non) à la recherche d'un meilleur salaire. Les défections des jeunes officiers, ces trois dernières années, se chiffrent à environ 20% des effectifs. Un tiers des soldats, selon les chiffres officiels, se trouvent près du seuil de pauvreté.

Perte de privilèges et nomination d'un civil, l'historien Lajos Für, au poste de ministre de la Défense: il n'en fallait pas plus pour déstabiliser les officiers de carrière. Cela d'autant que le contrôle de l'armée a passé, malgré les pressions de la «vieille garde», de l'état-major, aux civils. Il se trouve aujourd'hui réparti entre le gouvernement, le président de la République et le commandant en chef. La loi sur la défense nationale, qui a mis un terme à trois années de bisbilles et de confusion, renforce également l'autorité du Parlement en la matière. Seul le rôle des soldats de métier

n'est pas encore juridiquement défini.

Des choix limités

Le budget de la défense pour 1993 (2% du PNB, moins d'un milliard de francs) n'assurait pas même l'entretien des installations existantes, l'année 1994 ne s'annonce pas meilleure.

Vu son manque de ressources, la Hongrie recourt au troc et aux dons, essentiellement avec les pays de l'ex-Pacte de Varsovie; l'armée magyare est pour plus de 80% équipée de matériel soviétique, mais elle manque cruellement de pièces détachées.

En novembre 1992, lors de la visite de Boris Eltsine en Hongrie, un accord a été signé, qui prévoit le remboursement de la moitié de la dette commerciale soviétique (800 millions de dollars), soit le budget de la défense magyare pour 1993,

sous forme de livraisons militaires.

A la clé, des pièces détachées, surtout 28 *Mig-29* (les *Mig-23* sont hors d'usage) et d'autres équipements. Une bonne affaire pour une Hongrie sans le sou et empêchée d'acquérir des systèmes «offensifs» en Occident, tant que le conflit yougoslave durera.

Le problème principal reste donc la modernisation d'une armée obsolète et techniquement dépassée. Jusqu'à présent, c'est avec réticence que l'Allemagne a fait don de systèmes «non offensifs» en provenance des arsenaux de l'ex-Allemagne de l'Est. Les Etats-Unis sont actuellement le seul fournisseur occidental de matériel militaire. Ils ont accepté de vendre à la Hongrie un système de reconnaissance aérienne (IFF), dont l'installation devrait prendre quelques années. L'ambassadeur américain en Hongrie, Donald Blinken, a fait savoir que les USA refusent toujours de fournir des avions *F-16* et des missiles *Patriot*. «La Hongrie n'a qu'un besoin réduit pour un grand arsenal d'armes sophistiquées: elle n'est pas menacée».

La menace ayant changé, la Hongrie a décidé, dès 1990, de mettre à la ferraille ses 131 missiles soviétiques sol-sol de moyenne portée et de dissoudre les 3200 formations de spécialistes qui s'en occupaient. Depuis la signature, fin 1990, du traité CFE, Buda-

pest a fait plus que prévu: dissolution de 7 brigades, de 22 (la moitié) bataillons de chars, de 10 détachements d'artillerie et de 40 avions de combat. Le processus se poursuit sous surveillance internationale.

Les pays voisins se plaignent du déséquilibre qu'entraîne la livraison de *Mig* aux Hongrois. L'attitude des Occidentaux et de l'OTAN provoquerait une course aux armements dans la région.

L'été dernier, le colonel György Szentesi a condamné ce marché, car «l'entretien des *Mig* exigera de l'argent qui pourrait être employé à meilleur escient, ce qui ne fera que retarder l'acquisition d'avions occidentaux». Moscou a tout à gagner en maintenant une dépendance. Ce troc retarde le programme de «compatibilité technologique» avec l'OTAN, un préambule indispensable à toute éventuelle intégration.

En avril 1994, Budapest et Moscou parviennent à un accord sur la seconde moitié (800 millions de dollars) de la dette russe. Cette fois, en plus d'avantages commerciaux, la Hongrie recevra des missiles soviétiques *S-300*.

Il reste évident que l'intérêt de l'Ouest va à une coopération dans le domaine de la production et dans celui de l'acquisition d'armements.

La Hongrie et l'OTAN: continuité ou changements?

Le statut d'Etat «associé» à l'Union de l'Europe occidentale (UEO), chargée de mettre en œuvre la politique européenne commune de défense, a été proposé dernièrement à la Hongrie et à huit autres pays d'Europe centrale et orientale. L'Europe a donc fait ce que l'OTAN, par crainte d'indisposer les Russes, n'a pas osé faire. La Hongrie, méfiante à l'égard du «Partenariat pour la paix» de l'OTAN, revendique un statut privilégié dans le cadre de la coopération Est-Ouest. L'UEO, à ce stade, refuse de lui accorder la garantie qu'elle réclame à l'OTAN pour sa sécurité, à savoir une assistance mili-

taire automatique en cas d'agression.

Face à l'«indifférence» occidentale, Budapest, parlant d'embargo injustifié (la Hongrie aurait perdu 1,6 milliard de dollars), a négocié avec les Serbes. Au début 1994, le gouvernement hongrois a interdit le survol du pays par des avions *AWACS*, en cas d'attaque contre la Serbie. Il refuse de participer à une action militaire de l'OTAN en Bosnie.

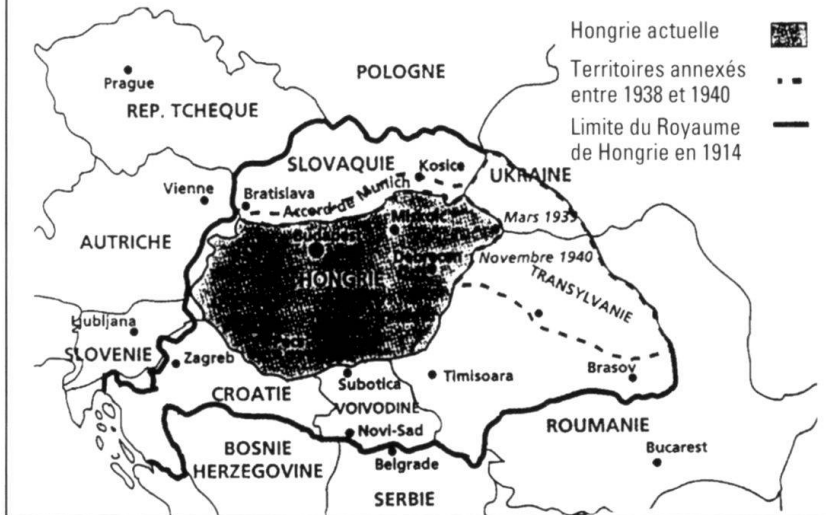
Selon Laszlo J. Kiss, professeur à l'Institut hongrois des Affaires internationales, «l'OTAN et l'Union européenne, largement bénéficiaires des échanges commerciaux depuis la fin du communisme, doivent faire des promesses claires et nettes concernant l'adhésion de la Hongrie». Où et quand aura lieu la rencontre entre l'Est et l'Ouest, personne n'est en mesure de le dire. Aux dernières nouvelles, les forces armées hongroises seraient «prêtes à participer à des opérations internationales de maintien de la paix, si c'était le prix à payer pour entrer dans l'OTAN».

La confiance envers Moscou et certaines capitales balkaniques restait limitée jusqu'à l'arrivée des socialistes (ex-communistes réformateurs) qui disposent de la majorité absolue au Parlement depuis le 29 mai dernier. Ils risquent de ne plus vouloir couper forcément l'ancien «cordon ombilical» socialiste.



C'est sur la place des Héros qu'a lieu la relève de la garde. (Photo Vox).

Populations magyares et frontières de la Hongrie en 1914, 1940 et 1992



avec les pays voisins. A priori, ils ne sont pas hostiles à l'intangibilité des frontières. On peut s'attendre à une politique étrangère toujours pro-occidentale qui ne sera pas axée sur le problème des minorités, mais plutôt sur les échanges.

S'ils paraissent satisfaits avec le «Partenariat», de nombreux membres de ce parti, que l'on sait divisé en plusieurs courants divergents, refusent une organisation dont ils se méfient par idéologie et par éducation.

Plus sensibles aux craintes des Russes et ne voulant pas, à cause d'un excès d'«occidentalisation», être responsables d'une montée des tensions dans la région, les socialistes⁵, proposent un référendum sur l'OTAN, une façon pour ces anciens communistes de montrer leur fidélité démocratique.

L. N.

A les entendre, ils ne changeront rien aux développements en cours. La transformation basée sur les standards de l'OTAN, qui inclut l'apprentissage de l'anglais par des officiers de haut rang qui ne parlent que russe, se poursuivra. Reste que le coût de la coopération avec l'OTAN risque d'être lourd. Avec son bilan économique mi-

tigé⁴, la Hongrie «ne peut pas vraiment s'offrir l'OTAN». Elle, qui dépense aujourd'hui 2% de son PNB pour la défense, devrait doubler ce pourcentage pour en devenir membre à part entière.

Lors de leur campagne, les socialistes se sont engagés à œuvrer pour une «réconciliation historique»

⁴Bilan de la fin 1993. Côté négatif: une dette extérieure de 26 milliards de dollars. Une inflation de 22,5%, un chômage de 12,1%, un déficit budgétaire énorme et un pouvoir d'achat qui, en terme réel, a fortement baissé par rapport à 1988. Côté positif: une production industrielle en hausse (+4%), des réserves en devises qui s'élèvent à 6,74 milliards de dollars. Et le fait que la Hongrie a recueilli le 60% de tous les investissements, jusqu'à présent, réalisés à l'Est (6 milliards de dollars).

⁵A l'heure où ce texte est écrit, il est question d'une coalition entre les socialistes et les libéraux de l'Alliance des démocrates libres. Le ministère de la Défense reviendrait à ces derniers.